

Nouveaux Cahiers du socialisme

Réalignement, systèmes partisans et facteurs de polarisation

Philippe Boudreau

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 21, hiver 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90602ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boudreau, P. (2019). Réalignement, systèmes partisans et facteurs de polarisation. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 219–226.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Réalignement, systèmes partisans et facteurs de polarisation

Philippe Boudreau

Professeur de science politique au Collège Ahuntsic

Il y a de ces élections qui marquent l'histoire politique du Québec et celle du 1^{er} octobre dernier en est une assurément. D'aucuns la qualifient d'élection de réalignement en ce qu'elle inaugure l'entrée dans un nouveau système partisan, dominé par deux partis de droite fédéralistes, la Coalition Avenir Québec (CAQ) et le Parti libéral du Québec (PLQ). Comment interpréter la signification d'un tel changement de paradigme et quelles possibilités celui-ci recèle-t-il pour les forces progressistes ? Un bref retour sur l'histoire électorale du Québec moderne peut fournir quelques pistes de nature à enrichir la réflexion.

La période de référence principalement utilisée dans le cadre du présent texte est celle de la première moitié des années 1970, qui annonce l'entrée dans un nouveau système partisan, dominé celui-là par le PLQ et le Parti québécois (PQ). La rupture avec l'ancien système, dominé par le duopole Union nationale et PLQ, s'effectue sur plusieurs années. L'élection de 1970 sonne d'abord le glas du règne de l'Union nationale comme parti de gouvernement, puis deux autres élections, en 1973 et en 1976, consacrent la poussée fulgurante du PQ dans le suffrage populaire.

La rupture des années 1970

Bien que le contexte social d'aujourd'hui soit profondément différent de celui des années 1970, un certain nombre de ressorts permanents demeurent toujours à l'œuvre, durant toutes ces décennies et jusqu'à aujourd'hui, d'où la nécessité d'en examiner les mécanismes. On pense ici à des dynamiques conflictuelles qui, lorsqu'exacerbées,

sont de nature à provoquer des coups de tonnerre électoraux semblables à celui du 1^{er} octobre 2018. En s'appuyant sur les études portant sur la politique partisane de l'après-Révolution tranquille, trois clivages dynamiques peuvent être retenus et revisités : la lutte pour l'assainissement des mœurs politiques partisans, la question nationale et les rapports entre classes et fractions de classe¹.

L'élection de 1976 incarne l'alignement parfait de ces trois clivages, qui tous favorisent la victoire du PQ aux dépens des libéraux. On l'oublie souvent, mais l'une des motivations du congédiement des libéraux est un désir profond de mettre un terme aux pratiques de copinage et de financement occulte des caisses électorales, une pratique que le PLQ avait érigée en système en 1976. Le PQ de l'époque, scandalisé lui aussi par de telles mœurs partisans – et champion du financement populaire par ailleurs –, avait martelé son message invitant l'électorat à opter pour « une caisse propre ». Ce magistral coup de balai contre les « enveloppes brunes » plonge le PLQ dans un profond processus de remise en question, qui durera de longues années.

À n'en point douter, l'évolution de la question nationale plaçait également le PLQ sur la défensive. Les libéraux de Robert Bourassa ne parvenaient plus à canaliser la dynamique néo-nationaliste, échouant à donner moins suite aux aspirations du peuple québécois. Le fiasco de la loi 22² traduit bien cette faillite libérale sur le terrain nationalitaire tout comme l'impasse constitutionnelle depuis la conférence de Victoria, montrant une impuissance libérale à développer face à Ottawa un rapport de force qui, bien qu'ouvertement fédéraliste, s'affirmerait en toute autonomie par rapport au gouvernement de Pierre Elliott Trudeau. Ici encore, le parallèle avec le PLQ de 2018 – très accommodant avec (sinon aligné sur) le gouvernement de Justin Trudeau – est instructif.

Sur le terrain des rapports de classe, le PLQ des années 1970 est braqué sur la défense des intérêts du patronat québécois et, plus largement, du capital nord-américain, au moment même où le Québec se trouve en pleine période d'ébullition sociale. Alors que le mouvement ouvrier poursuit sa poussée et parvient même parfois à dicter l'ordre du jour, le PLQ se durcit et s'isole de plus en plus. Inversement, le PQ, qui est

1 Trois sources principalement : Raymond Hudon, « Polarization and depolarization of Quebec political parties », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec: State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 314-330; Vincent Lemieux, Marcel Gilbert et André Blais, *Une élection de réalignement : l'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*, Montréal, Éditions du Jour, 1970; Réjean Pelletier, « Political parties and the Quebec state since 1960 », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec: State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 331-352.

2 Loi faisant du français la langue officielle du Québec, elle devait en principe, selon le PLQ, répondre aux mobilisations populaires en faveur de la protection du français. En matière de langue d'enseignement, la loi 22 stipulait que tout écolier qui ne connaissait pas suffisamment l'anglais avant son inscription dans une école anglaise devait recevoir son enseignement en français. En somme, l'école anglaise restait ouverte à tous les élèves en mesure de réussir un test d'admission (sur la connaissance de l'anglais) imposé par le Ministère.

parvenu à développer certaines complicités avec les mouvements populaires, épouse partiellement leurs préoccupations. La victoire du 15 novembre 1976 traduit un recalibrage temporaire des rapports de classe, aux dépens de la grande bourgeoisie et en faveur du « monde ordinaire ».

Période 2014-2018 : une nouvelle rupture

À l'instar de la première moitié de la décennie 1970, les cinq années qui viennent de s'écouler sont celles d'une réorganisation majeure de l'échiquier partisan. Le duopole PLQ-PQ est considérablement ébranlé par deux formations émergentes, la CAQ et Québec solidaire (QS), au point où celles-ci glanent ensemble 54 % du suffrage populaire le 1^{er} octobre dernier. La part combinée du vote PLQ-PQ passe ainsi de 67 % en 2014 à 41 % en 2018. L'élection de 2014 met un terme au statut de parti de gouvernement qu'avait le PQ depuis 1976, alors que celle de 2018 fait de lui un tiers parti.

Cette évolution favorable aux jeunes formations politiques était déjà visible depuis l'élection de 2007³, mais elle a pris récemment un caractère irréversible. En s'appuyant sur la thèse des dynamiques conflictuelles récurrentes ayant caractérisé les moments de rupture dans l'histoire électorale des 50 dernières années, peut-on éclairer quelque peu l'entrée dans un nouveau système partisan intervenue récemment ?

Double défaite du PQ

Le lamentable résultat électoral de 2018 met en évidence deux grandes contradictions affligeant le PQ. La première a trait bien sûr à la question nationale, un enjeu qui continue d'affaiblir le parti alors qu'il devrait être le moteur de sa popularité. Il est significatif de constater que cette formation n'arrive plus à formuler un horizon d'émancipation nationale de nature à mobiliser le peuple québécois. Cette inaptitude au plan programmatique entraîne une panne ontologique – en ce qu'elle interdit à ce parti la prise du pouvoir – et le prive de toute possibilité d'être l'animateur privilégié de la mouvance souverainiste.

Au XXI^e siècle, le PQ n'a jamais cherché à renouveler en profondeur le sens et les motifs du projet indépendantiste, alors que le contexte, inédit, l'exigeait pourtant. En outre, ce projet peut difficilement être présenté comme la réponse à un affront subi (de la part d'Ottawa) ou à un échec de négociations constitutionnelles. Les facteurs de polarisation politique qui avaient tant avantagé le PQ durant la première moitié de son existence jouent contre lui aujourd'hui.

Autant la question nationale mine ce parti de l'intérieur, autant la question sociale semble lui échapper, le PQ ayant perdu la relation (laborieuse) de complicité avec

3 En considérant comme un seul et même courant politique l'Action démocratique du Québec et son successeur, la CAQ.

le mouvement syndical et ne parvenant pas non plus à être le relais, sur le terrain partisan, des autres mouvements sociaux. Voilà une seconde tragédie pour ce parti : sa perte de complicité avec les mouvements sociaux, un processus qui s'étend sur quelques décennies certes, mais qui avait connu brièvement un arrêt en 2012, quand le PQ avait opté pour le camp des carrés rouges, ce qui lui avait valu une ultime prise du pouvoir, quoiqu'éphémère. Au cours des dernières années, alors que la conjoncture sociale se durcit en faveur de la droite et du 1 %, le PQ est complètement à la remorque; il ne parvient ni à se poser comme vecteur des intérêts des couches populaires ni à afficher un préjugé favorable à la défense des syndiqué-e-s. Paradoxalement, aucune autre classe ou fraction de classe ne semble appelée *a priori* à devenir le bénéficiaire manifeste des politiques péquistes.

Effondrement du PLQ

On aurait tort de passer sous silence les turpitudes libérales au chapitre des mœurs partisans et de la gouvernance. Qu'on le veuille ou non, l'enjeu de la transparence des pratiques politiques a mobilisé beaucoup d'attention et d'énergie durant la présente décennie et le 1^{er} octobre 2018 marque en quelque sorte le couronnement d'un lent processus, animé par un désir latent (mais répandu) de nettoyage des écuries. Les réseaux de favoritisme et de financement occulte sur lesquels la Commission Charbonneau et d'autres enquêtes avaient pointé leurs projecteurs n'avaient pas donné lieu à des sanctions dignes de ce nom. Un sentiment que les coupables n'avaient pas été punis et que les pratiques de copinage abritées ou tolérées par la grande famille libérale n'avaient jamais été éradiquées a certainement pu alimenter un désir chez l'électorat de faire maison nette. Ainsi, les élections générales ont pu être l'occasion de punir politiquement les réseaux libéraux provinciaux pour leur faible sens de l'éthique.

Un autre facteur de polarisation de nature à atrophier considérablement la popularité du PLQ est sans contredit la question nationale. Au fil des ans, le gouvernement de Philippe Couillard s'est campé dans une posture fédéraliste intransigeante, c'est-à-dire on ne peut plus favorable au *statu quo* constitutionnel et congénitalement opposée à toute mobilisation nationale contre les tendances centralisatrices mises en œuvre depuis 2015. Que ce soit dans le domaine des oléoducs, de la lutte aux changements climatiques ou de l'ALENA, le gouvernement du PLQ n'a jamais su amorcer et développer un rapport de force conséquent face au pouvoir central, la paix avec Ottawa semblant tenir lieu de ligne de conduite. Les résultats sont navrants, notamment pour le milieu agricole québécois, plus exposé que jamais à la production américaine.

L'ultralibéralisme affiché par le PLQ sur les questions identitaires participe de la même insouciance que celle manifestée sur le front national. Jusqu'à la toute fin de

son règne, le gouvernement Couillard a tenu à laisser de côté les recommandations de la Commission Bouchard-Taylor relatives aux symboles religieux, optant pour une défense inconditionnelle et absolue des libertés religieuses individuelles, très compatible avec la politique canadienne du multiculturalisme. Le résultat net, pour le camp libéral, est encore une fois son impuissance à proposer un projet différent de celui du gouvernement fédéral sur les questions de laïcité, d'intégration interculturelle et d'identité québécoise distincte. Ainsi, le gouvernement libéral provincial a laissé béant un immense espace politique, conjoncture propice à une résurgence du sentiment national.

La CAQ remporte une manche

Au chapitre des rapports de classe, le PLQ de 2018 s'est isolé autant que celui de 1976 et ce n'est pas la malheureuse déclaration du premier ministre sur le panier d'épicerie à 75 dollars permettant de nourrir une famille pendant une semaine qui a pu dissiper le moindre doute sur les intérêts véritables de cette formation politique. Depuis 2014, le PLQ s'était fait ouvertement l'apôtre des intérêts des grandes firmes multinationales et de ceux d'une partie des notables (dont les médecins spécialistes), ce qui a accéléré un processus de réorganisation politique plus profitable à d'autres fractions de classe, notamment les entrepreneurs et gestionnaires québécois plus proches des intérêts des PME notamment.

Ces derniers ne se reconnaissaient plus dans la politique économique du PLQ, trop spontanément favorable aux grands capitaux globalisés. Pensons à Airbus dans le cas de la C Series (un programme d'avions de ligne grassement financé par les fonds publics en 2015, précisément au moment où le PLQ appliquait à la population québécoise sa médecine de cheval austéritaire), à Lowe's dans le cas des quincailleries RONA et à Alstom dans le cas des voitures du Réseau express métropolitain fabriquées en Inde. Un examen du profil des candidatures de la CAQ pour le poste de député suggère une mobilisation politique manifeste de ces fractions de classe plus ou moins bien servies par le PLQ. En outre, selon l'analyse effectuée par Michel Roche⁴, politologue de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), parmi les élus et élues caquistes, on compte une vingtaine de propriétaires d'entreprises et une vingtaine d'autres gagnent leur vie comme gestionnaires dans le secteur public ou privé.

Face à la dichotomie opposant le fédéralisme complaisant envers Ottawa du gouvernement Couillard à l'option souverainiste des péquistes et solidaires, la CAQ est parvenue à proposer une troisième voie, que l'on peut qualifier, à l'instar de Frédéric Boily, de néonationalisme autonomiste⁵. La posture caquiste sur la question nationale

4 Michel Roche, « Le gouvernement caquiste : un échec inévitable », *Mauvaise Herbe*, 10 octobre 2018, <www.mauvaiseherbe.ca/2018/10/10/le-gouvernement-caquiste-un-echec-inevitable/>.

5 Frédéric Boily, *La Coalition avenir Québec. Une idéologie à la recherche du pouvoir*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 88-95.

est en continuité avec le positionnement de l'Action démocratique du Québec, lui-même apparenté à un nationalisme de revendication⁶, qui tout en proposant la défense des droits d'une nation minoritaire à l'échelle du pays ne cherche surtout pas à émanciper celle-ci du cadre fédéral canadien.

Ce nationalisme défensif est parvenu à s'imposer depuis le 1^{er} octobre, en offrant à la CAQ le double avantage d'entretenir un discours et un enracinement nationalistes, mais sans jamais réveiller le spectre du référendum ou de l'indépendance. Profondément identitaire dans sa dimension canadienne-française, ce nationalisme avait été éclipsé par le duel constitutionnel ayant pendant 40 ans opposé le PQ au PLQ; il était virtuellement en état de latence dans plusieurs régions du Québec, mais l'éclatement du duopole PQ-PLQ lui donne soudainement un nouveau souffle.

Le pivot de ce nationalisme identitaire semble être, pour l'instant, la politique de la CAQ à l'égard de l'immigration et des communautés issues de celle-ci. Selon le politologue Frédéric Boily, le Québec a connu durant la période 2007 à 2014 un phénomène d'exacerbation identitaire qui a redéfini en partie l'espace politique et amené les acteurs à prendre des positions plus tranchées⁷. La CAQ serait la formation qui, pour l'instant, est le mieux parvenue à tirer son épingle du jeu d'un tel processus. En témoigne la double offensive caquiste sur la question des quotas d'immigration et sur celle des symboles religieux des fonctionnaires de l'État en position d'autorité. Sans comporter de garantie de résoudre quoi que ce soit, cette double offensive de la CAQ offrait, durant la campagne électorale, une réponse assurément nationaliste à ce qui prenait l'allure d'une paralysie libérale sur ces enjeux. Le PQ, quant à lui, avait choisi cette fois-ci une attitude relativement discrète sur ce terrain, s'étant discrédité – voire déchiré – avec la Charte des valeurs québécoises.

En définitive, la victoire caquiste correspondrait à l'alignement favorable (pour elle) de trois dynamiques polarisantes : le besoin de purger la direction de l'État de cette clique libérale à l'éthique douteuse, la recomposition politique des intérêts de certaines fractions bourgeoises ou petites-bourgeoises et la recherche d'une expression du ressort nationalitaire à laquelle le PLQ et le PQ ne parvenaient plus à répondre.

Perspectives pour la gauche

S'il n'y a pas de réforme du mode de scrutin, la loi d'airain du bipartisme, intimement liée au scrutin uninominal à un tour, pourrait ramener l'échiquier partisan vers ce qui est son centre de gravité depuis 152 ans, soit l'alternance entre deux formations politiques « de gouvernement », sans empêcher par ailleurs l'existence de tiers partis.

6 Denis Monière, *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2001, chapitre 1.

7 Boily, *op. cit.*, p. 108-123.

À Québec comme à Ottawa, deux partis continueraient de s'échanger le pouvoir de génération en génération, avec cette nuance qu'au Québec l'alternance peut amener le PLQ à pratiquer un pareil échange du pouvoir avec une formation différente tous les 35 ou 40 ans. Le bal qui vient de s'ouvrir en l'honneur de la CAQ et du PLQ pourrait donc s'éterniser, si les paramètres institutionnels en place depuis la fondation du pays restent inchangés.

Sur l'autre moitié du spectre politique, le processus de recomposition opère lui aussi en fonction d'une logique animée par des fractions de classe aux intérêts tantôt concordants, tantôt divergents. Les centrales syndicales, qui ont cessé depuis quelques décennies d'animer le mouvement de classe, sont restées remarquablement discrètes, politiquement parlant, pendant toute l'année 2018, insistant pour répéter qu'elles n'avaient pas à donner de consigne de vote – ni même une consigne à l'effet de voter contre telle ou telle formation. Tout indique que cette posture de repli et d'attentisme, en matière d'action politique autonome et de formation politique des membres, va se poursuivre pendant quelques années encore.

Dans le mouvement de classe, l'initiative semble revenir davantage aux autres mouvements sociaux, ainsi qu'aux jeunes générations urbaines, scolarisées, précarisées par la nouvelle économie, mais politiquement dégourdis. La puissance du Printemps érable et la force de la mouvance #Moi aussi laissent entendre que des catégories sociales largement indépendantes du mouvement ouvrier sont à même d'initier des mobilisations remarquables, porteuses de changement social. Les percées de Québec solidaire dans plusieurs régions du Québec et la prestation globale de cette formation dans le cadre des élections de 2018 témoignent du caractère fécond de cette recomposition sociale à gauche.

En matière plus spécifiquement partisane, la réorganisation de l'option et des forces souverainistes devra se poursuivre. La fusion de QS avec Option nationale était un coup de maître, dont les retombées dépassent les espérances formulées à l'étape de l'enclenchement des pourparlers entre les deux partis. Ce développement politique donne aux solidaires des moyens idéologiques et organisationnels inédits, de nature à hisser éventuellement le parti à la tête des forces souverainistes. La mouture 2018 de QS a montré que ce parti avait désormais tout ce qui était nécessaire pour réinventer le projet indépendantiste à la lumière des enjeux du XXI^e siècle et créer, de toutes pièces, une nouvelle pédagogie de la souveraineté, extirpée de sa gangue identitaire.

La matrice institutionnelle à laquelle le PQ et QS sont soumis depuis le 1^{er} octobre, comme partis parlementaires égaux, leur offrira d'ailleurs des occasions et un encadrement propices à développer leurs habiletés au chapitre du dialogue et du travail en commun. Leurs intérêts les poussent en partie dans cette direction : obtention du statut de groupe parlementaire reconnu à l'Assemblée nationale, réforme du mode

de scrutin, protection des services publics, désir d'émancipation nationale du peuple québécois, pour ne nommer que ceux-là. Les résultats du 1^{er} octobre sont de nature à inviter le PQ à afficher une grande modestie dans ses relations avec QS, tandis qu'ils invitent les solidaires à ne plus avoir peur, c'est-à-dire avoir suffisamment confiance pour prendre quelques risques.

À ce chapitre, celui des risques, la position de quatrième parti (en pourcentage du vote) à l'Assemblée nationale reste encore relativement sécuritaire pour la jeune formation politique; elle n'implique pas de contradiction fondamentale ou de changement de paradigme. Mais à court ou moyen terme, une hypothétique victoire sur la réforme du mode de scrutin, quoique fort désirable d'un point de vue démocratique, forcerait QS à envisager sérieusement la question de son rôle comme formation d'appoint, appuyant ponctuellement (ou non) un parti auquel reviendrait l'exercice du pouvoir. Les gouvernements minoritaires seraient possiblement la norme et QS aurait à se concevoir tôt ou tard comme parti au gouvernement ou soutenant le gouvernement. Cette éventualité, qui peut paraître théorique ou lointaine, exige pourtant une profonde réflexion sur la nature et le mandat de QS, réflexion qui devra se faire largement dans les rangs du parti, ainsi qu'avec les alliés de celui-ci.